

ZENTRALE  
Telegrammdienst  
3003 Bern

Referenzen und Initialen

i.A.L22.14.7.3. - BIC/wd

Adresse (für Telex an Dritte)

Charakter	Priorität	Externe	Texturg.	EL	Titel	Seite
X	X				Presse und Info	1
Ja	Nein	Norm.	Dring.	Flash		
Empfängercode:	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
wochentx						

\*\*\*

Wochentelex 52/85      V e r t r a u l i c h

KVAE, Arbeitsprogramm 1986:

Das Arbeitsprogramm 1986 wurde am 20.12.85 durch das Plenum verabschiedet. Es sieht folgende vier Sessionen vor:

1. 28.01. - 14.03
2. 15.04. - 23.05
3. 10.06. - 18.07
4. 19.08. - 19.09

Mit dieser Regelung hat die Sowjetunion auf ihre Forderung verzichtet, das Arbeitsprogramm nur fuer zwei Sessionen festzulegen und erst dann, im Lichte des Zeitbedarfs und (wenn dies auch nicht zugegeben wurde) der Resultate des kuenftigen amerikanisch-sowjetischen Gipfeltreffens, den Erfordernissen anzupassen.

Die letzte Plenarsitzung endete mit einem Misston, indem die sowjetische und amerikanische Delegation mehrmals "point of orders" machten, um sich ueber die Uebersetzung des Wortes "constraints" zu beschweren. Der Anlass an sich ist nebensaechlich, aber er diente als Vorwand, um der allgemein eher schlechten Atmosphaere Ausdruck zu geben.

Réunion de ministres francophones à Paris, 14 et 15 décembre 1985:

1. A l'initiative du Président de la République française, des représentants personnels de certains Chefs d'Etat et de gouvernement

Datum: 23.12.1985

Visum

Tel. intern 30.53



Dodis





Références und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Continent

Pays

Fonction

Text (imp. FI)

Ab

Seite Nr

2

Ja Non Norm. Dring. Flash

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

(Canada, Canada-Québec, France, Sénégal, Tunisie; puis également: Belgique-Communauté française, Côte d'Ivoire, Gabon, Vietnam et Zaïre) se sont réunis à Paris entre le 13 novembre et le 9 décembre 1985. Dès le 5 décembre, ce Comité des représentants personnels a décidé de convoquer pour le 14 décembre à Paris une réunion des ministres des Etats et gouvernements membres de l'Agence de Coopération Culturelle et Technique (ACCT), qui aurait à débattre de la tenue au début de 1986 d'une Conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement des pays ayant en commun l'usage du français.

2. L'invitation adressée à la Suisse de participer à la réunion ministérielle du 14 décembre a été marquée par certains retards. En effet, alors que l'ensemble des invitations adressées aux ministres des Etats membres de l'ACCT parvenaient à leurs destinataires dès le vendredi 6 décembre, alors que, en outre, l'ambassade de France nous faisait savoir le lundi 9 décembre que nous devions recevoir une semblable invitation, celle-ci n'a été portée à notre ambassade à Paris que le mercredi 11 décembre en fin d'après-midi. L'invitation prenait pour base "l'idée d'approfondir les relations d'amitié existant entre les membres de l'Agence de Coopération Culturelle et Technique et de donner un tour plus concret à leur coopération".

3. La Suisse n'étant pas membre de l'ACCT, nous avons chargé notre ambassade à Paris de décliner cette invitation en employant les mêmes termes constamment employés en réponse aux différentes invitations qui nous étaient parvenues de l'ACCT depuis sa création

Date

Visum

Tel. intern



AD, EDA  
 Telegrammdienst  
 3003 Bern

Referenzen und Initialen

Adresse für Telex an Dritter

Contract	Priority	Format	Text org.	ET	Assignment	Seite Nr.
11	Non	Norm. Dang. Flash				3
Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

en 1970.

4. En effet, les autorités fédérales s'abstiennent traditionnellement d'introduire des critères linguistiques comme facteur de politique étrangère. Elles ont donc pour pratique de ne pas participer à des réunions internationales susceptibles de favoriser une de nos langues nationales ou régions au détriment des autres. C'est en se basant sur ce principe que le DFAE avait été amené à décliner l'invitation de participer à l'ACCT, fondée à Niamey en 1970 à l'initiative de pays africains désireux de faire de la francophonie un instrument d'entraide, sous l'égide de la France. En réponse à une "petite question" Baechtold du 7 juillet 1970 s'interrogeant sur notre non-participation à l'ACCT, le Conseil fédéral avait déclaré: "La Confédération est née d'une communauté d'intérêts entre plusieurs groupes ethniques très différents dont elle a maintenu l'équilibre en évitant d'exalter les particularités, linguistiques notamment, de certains d'entre eux au détriment des autres. C'est pour de semblables considérations que les cantons ont conservé leur souveraineté dans le domaine de l'éducation et qu'aucune compétence n'a été déléguée à l'Etat fédéral en matière linguistique. Dans ses rapports internationaux, la Confédération applique le principe de l'universalité, qui n'est guère compatible avec l'établissement de rapports privilégiés avec certains Etats, dont le choix reposerait sur un critère linguistique."

Datum:

Visum:

Tel. intern:



Telegrammdienst  
3003 Bern

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert	Präzision	Elektron	Textuell	FL	Abwender	Seite-Nr.
Ja	Nein	Norm.	Dring.	Flash		4
Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

5. Depuis lors, cette position a été répétée à l'ACCT à de nombreuses reprises. Ce fut notamment le cas en septembre 1973, lors de la Conférence générale de l'ACCT, puis en novembre 1977, à l'occasion de la Conférence des ministres de la politique scientifique des pays francophones (au sujet de laquelle l'Office de la science et de la recherche du D.F.I. ainsi que la Division du commerce du DFEP ont émis les mêmes réserves que le DFAE). Ce fut encore le cas en novembre 1979 et en novembre 1981, lors des Conférences générales de l'ACCT.

6. Il convient de rappeler par ailleurs que tout au long de son existence, l'ACCT a été critiquée par certains observateurs pour son inefficacité et son trop lourd appareil bureaucratique. Soupçonnée dès le départ de ne pouvoir s'affranchir de visées politiques, notamment dans le cadre des dissensions internes canadiennes, l'ACCT cherche, de l'aveu même de ses membres, à jouer le rôle d'un "Commonwealth" des pays francophones. Si, à l'annexe de la charte de l'ACCT, il est précisé qu'elle "observe la plus stricte neutralité dans les questions d'ordre idéologique et politique", plus aucune mention de cette réserve n'est faite dans les textes récents émanant de l'Agence. Au contraire, le Rapport du Comité des représentants personnels dont il est fait mention plus haut tend à confirmer les orientations politiques de l'Agence et du "Sommet de la francophonie" qui devrait être mis sur pied en février 1986. Tout en s'inscrivant dans le cadre des relations

Datum

Visum

Tel. intern



Références und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert      Priorité      Factage      Text.org.      FL      Absender      Suite-Nr

Ja      Nein      Norm.      Dring.      Flash

5

Empfängercode      Empfängercode      Empfängercode      Empfängercode      Empfängercode      Empfängercode

Nord-Sud, celui-ci devrait se pencher dès l'abord sur la situation politique mondiale - notamment le problème de l'Afrique australe, la sécurité, le désarmement, le développement, ainsi que la crise du multilatéralisme.

7. Si nous estimons qu'il n'incombe pas à la Suisse de se servir de la francophonie à des fins politiques, nous considérons en revanche de son devoir de soutenir avec conviction cette même francophonie dans ses aspects culturels. Le DFAE a ainsi favorisé, à fin 1979, la conclusion d'un accord de coopération en matière d'éducation, de culture, de science et de technique entre le Conseil de l'Europe et l'ACCT, tout comme il s'est employé à faciliter les contacts de cette dernière avec les hautes écoles et universités suisses. En outre, les autorités fédérales ont toujours favorisé l'engagement et les contacts de personnes privées attachées à la défense de la langue française et le DFAE a, par exemple, soutenu la nomination de M. Jean-Marie Vodoz, rédacteur en chef de "24 heures", au Haut Conseil de la francophonie au début de cette année.

Relevons par ailleurs que les Parlementaires fédéraux de langue française ont tout loisir de participer à titre personnel aux réunions de l'Association internationale des Parlementaires de langue française. Celle-ci est actuellement présidée par M. Pierre de Chastonay, Conseiller national valaisan.

8. C'est à la lumière de ce qui précède que le Conseil fédéral aura à se prononcer sur la participation de la Suisse au Sommet des Chefs

Datum

Visum

Tel. intern



Telegrammdienst  
3003 Bern

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex im Dittor)

Charakter

Priorität

Faktura

Text.org.

EL

Absender

Seite-Nr.

6

Ja Nein

Norm. Dring. Flash

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

d'Etat et de gouvernement des pays ayant en commun l'usage du français, devant se tenir au début de l'année prochaine, au cas où la Suisse était invitée à s'y faire représenter.

Der erste Wochentelex 1986 erscheint, Unvorhergesehenes ausgenommen, am 13.1.1986.

Muheim.

NNNN

Datum:

Visum

Tel. intern



TEIL II

Am 18./19. Dezember d.J. fand in Bern die 7. Tagung der Gemischten Wirtschaftskommission Schweiz-Polen statt. Die schweizerische Delegation stand unter der Leitung von Botschafter Lévy, auf polnischer Seite wurde die Delegation von Vizeausserhandelsminister Strzelecki angeführt.

Hauptgegenstand der in guter Atmosphäre verlaufenen Gespräche bildeten der bilaterale Handelsverkehr. In diesem Zusammenhang machte Vizeminister Strzelecki das hohe Handelsbilanzdefizit Polens gegenüber der Schweiz geltend. Die Erhöhung der polnischen Exporte in die Schweiz hänge indessen direkt von den Importmöglichkeiten Polens ab. Diese wiederum stünden in direkter Beziehung zur Wiederaufnahme der Kreditgewährung bzw. zur Wiedererteilung der ERG. Botschafter Lévy anerkannte zwar die Bedeutung der Kredite, die indessen nicht vom Staat, sondern allein von den Banken gewährt würden. Er wies insbesondere darauf hin, dass die ERG-Kommission, ihrer Praxis entsprechend, erst nach Abschluss der anstehenden Umschuldungsabkommen (Fälligkeiten 1982 - 1985) die Wiederaufnahme der ERG-Erteilung prüfen werde. Im übrigen sei die Schweiz jederzeit bereit, die abgebrochenen Umschuldungsverhandlungen fortzusetzen. Die polnische Delegation erneuerte ihren schon an früheren Tagungen geäußerten Wunsch, die unternehmensspezifische Zusammenarbeit zu erweitern und übergab hierzu eine Liste mit Vorschlägen. Die Perspektiven für die Ausdehnung dieser Zusammenarbeit, wie überhaupt ganz generell des bilateralen Handels, sind angesichts des noch keineswegs gelösten enormen polnischen Schuldenproblems nicht vielversprechend.

Muheim



EIDGENOESSISCHES DEPARTEMENT FUER  
AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN

Bern, den

23.12.1985

Informations- und Pressedienst

1.A.22.14.7.3. - BIC/wd

Interne Verteilerliste

Betrifft:

Wochentelex 52/85

VERTRAULICH

Bundesrat Aubert		CFA
Sekretäre Chef EDA	Herr Jaccard Herr Erard	JL ER
Politischer Direktor	Botschafter Brunner	BRE
Chef Sekretariat pol. Direktor	Herr Loréтан	LR
Koordination und Planung	Herr Schaller	SRU
Sekretariat pol. Direktor	Frl. Chollet	W 156
Rechtsberater	Botschafter Monnier	MX
Protokoll	Botschafter Manz Herr Barbey	MA BAC
Politisches Sekretariat	Botschafter Ritter Herr Wyss	RR WS
Politischer Dokumentationsdienst	Herr Schmalz	SZ
Kanzlei politisches Sekretariat		W 338
Politische Sonderfragen	Minister von Arx	AX
Finanz- und Wirtschaftsdienst	Minister Faillettaz Herr Faivet	FA FB
Politische Direktion		
Politische Abteilung I	Botschafter Pianca Herr Fetscherin Herr Faessler Herr de Dardel	PIA FN FCH DJ
Politische Abteilung II	Botschafter Wipfli Herr Boillat Herr Strauch	WIP BA STH
Sektion für konsularischen Schutz	Herr Wyttenbach	WH
Auslandschweizerangelegenheiten	Minister Leippert	LT
Fremde Interessen	Herr Ghisler Kanzlei	GH Ei 101
Direktion für internat. Organisat.	Botschafter Muheim Minister Uhl Minister Staehelin	MF UL ?
Sektion Vereinte Nationen und internat. Organisationen	Herr von Graffenried	GV

./.



Sektion internationale wissenschaftliche Angelegenheiten	Herr Creola	CRE
Sektion für kulturelle und UNESCO-Angelegenheiten	Herr Luciri	LC
Sekretariat der nationalen schweiz. UNESCO-Kommission	Herr Theurillat	TB
Information über UNO-Angelegenheiten	Herr Bucher	BUJ
Direktion für Völkerrecht	Botschafter Krafft Minister Stettler Minister Reimann	KT STR REI
Sektion Völkerrecht	Herr Imhof	IH
Sektion Entschädigungsabkommen	Frau Pauli	PS
Sektion Staatsverträge	Herr Rubin	RC
Sektion Landesgrenze und Nachbarrecht	Herr Dubois	DS
Sektion Verkehr	Herr Hulliger	HG
Seeschiffahrtsamt Basel	Direktor Hulliger	Basel
Generalsekretariat	Botschafter Wermuth Herr Indermühle Herr Baumgartner Herr Ruf Herr Bodenmüller	WER IND BAG RG BOD
Sektion Rekrutierung und Ausbildung des Personals		
Personalsektion	Herr Kaiser/Herr Reich	KA/RE
Sektion Bezüge und Zulagen	Herr Killias	KC
Verwaltungsinspektorat und konsularische Angelegenheiten	Herr Sunier	SQ
Kuriersektion	Herr Scheurer	SR
Direktion für Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe	Botschafter Staehelin	SFR
Stellvertretender Direktor	Herr Wilhelm	WM
Delegierter für Katastrophenhilfe im Ausland	Herr Blaser	BL
Vizedirektor	Herr Giovannini	GI
Vizedirektor	Herr Högger	HL
Informationsdienst	Herr Leuzinger	LP
Multilaterale Angelegenheiten	Herr	
Sektion Internationale Hilfswerke	Herr von Muralt	MD
Integrationsbüro EDA/EVD	Minister Kellenberger	Ke

1 Ex. Délégation suisse près l'AELE, 1 Ex. Mission permanente, Genève  
35 Ex. BAWI, Büro 81, Bundeshaus Ost (vom Wochentelex nur 31 Ex.)

(vom Wochentelex 1 Ex. an Raymond Probst, a. Staatssekretär,  
Brunnadernstr. 76, 3006 Bern)



EIDGENOESSISCHES DEPARTEMENT FUER  
AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN

Bern, den

23.12.1985

Informations- und Pressedienst

1.A.22.14.7.3. - BIC/wd

V E R S A N D L I S T E

Betrifft:

Wochentalex 52/85

VERTRAULICH

DIPLOMATISCHE VERTRETUNGEN

Abidjan		New York / UNO
Abu Dhabi	Dublin	Oslo
Addis Abeba	Guatemala	Ottawa
Akkra		Panama
Algier	Harare	Panmunjom
Amman	Havanna	Paris
Ankara	Helsinki	Paris / OECD
Asuncion	Islamabad	Paris / UNESCO
Athen	Jakarta	Prag
Bagdad	Kairo	Pretoria
Bangkok	Khartoum	Quito
Beijing		Rabat
Beirut	Kinshasa	Riad
Belgrad	Kopenhagen	Rom
Berlin DDR	Kuala Lumpur	San José
Bogota	Kuwait	Santiago de Chile
Bonn	Lagos	Singapur
Brasilia	La Paz	Sofia
Brüssel	Lima	Stockholm
Brüssel / Mission	Lissabon	Strassburg / Europarat
Budapest	London	Söul
Buenos Aires	Luanda	Tananarive
Bukarest	Luxembourg	Teheran + Fremde Inter.
Canberra	Madrid	Tel-Aviv
Caracas	Manila	Tokio
Colombo	Maputo	Tripolis
Conakry	Mexico	Tunis
Dakar	Monrovia	Warschau
Damaskus	Montevideo	Washington
Dar es Salaam	Moskau	Wellington
Den Haag	Nairobi	Wien
Dhaka	New Delhi	Yaoundé

GENERALKONSULATE:

Hong Kong	Genf / IO
Mailand	95 Vertretungen
München	+ 5 Generalkonsulate
New York	-----
Frankfurt	100 total
	=====



i.A.22.14.7.3. -  
BIC/wd

T E L E G R A M M (CH)

Wochentelex 52/85

a) an die diplomatischen Vertretungen in:

- |                         |                       |                    |
|-------------------------|-----------------------|--------------------|
| - Algier                | - Lagos               | - Peking           |
| - Ankara                | - Lissabon            | - Prag             |
| - Bagdad                | - London              | - Pretoria         |
| - Bangkok               | - Luxemburg           | - Rabat            |
| - Brasilia              | - Madrid              | - Riad             |
| - Brüssel               | - Mexiko              | - Rom              |
| - (Botschaft + Mission) | - Moskau              | - Santiago         |
| - Budapest              | - Nairobi             | - Stockholm        |
| - Buenos Aires          | - New Delhi           | - Strassburg Repr. |
| - Canberra              | - New York/Swissobser | - Teheran          |
| - Caracas               | - Ottawa              | - Tel Aviv         |
| - Dar es Salaam         | - Oslo                | - Tokio            |
| - Den Haag              | - Paris (auch OECD)   | - Warschau         |
| - Dublin                |                       | - Washington       |
| - Helsinki              |                       | - Wien             |
| - Jakarta               |                       |                    |
| - Kairo                 |                       |                    |

- b) mit Kurier an alle übrigen diplomatischen Vertretungen sowie an die Generalkonsulate Hong Kong, New York, Mailand, München und auch an die Delegation in Panmunjom.
- c) an die Direktionen, Abteilungen und Dienste der Zentrale zur Information.
- d) an das Bundesamt für Aussenwirtschaft (BAWI) und das Integrationsbüro des EDA/EVD.